



Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne



Salima YENBOU : « Erasmus doit devenir la norme dans un parcours scolaire »

Interview originale en français

Éva et Fabienne du collège Paul Verlaine de Paris, Dorothée et Aurore du collège Henri Dunant d'Aumale, Mihaela et Anca du collège Unirea de Brasov et Ioana et Vasileios du collège Koropi 2 interrogent la députée européenne Salima YENBOU.

Question 1

Pouvez-vous vous présenter auprès des membres de la communauté Emice + ?

Salima YENBOU, députée européenne. J'aime bien me raconter par qui je suis, moi, avant d'être, avant d'être députée. Je suis issue de quartiers défavorisés du 93 (Seine-Saint-Denis), de parents algériens, pour qui l'école a revêtu un aspect très important dans ma vie. Pour moi, c'est un vrai outil d'émancipation. Je l'ai porté pendant 20 ans en tant qu'enseignante et peut-être que je continuerai après.

Quand je suis arrivé au parlement européen, j'avais à cœur de poursuivre ça à l'échelle européenne. Et notamment à travers des choses assez spécifiques que comme l'inclusion ou la culture. Je suis quelqu'un qui s'intéresse beaucoup à la culture. Parfois, on me dit : « Mais quel parcours vous avez en culture pour vous intéresser à la culture ? ». Je n'ai pas de parcours. Je m'y intéresse parce que j'ai manqué de culture et je sais que ça a été un manque très négatif. C'est ce manque de culture qui fait qu'aujourd'hui je me bats pour la culture et pour qu'elle ne manque pas à d'autres.

Et puis l'éducation, de la même manière, de manière inclusive. Erasmus, j'ai beaucoup œuvré à ce qu'il devienne inclusif. Je me suis battu aussi pour faire accepter que c'était un programme élitiste. Ça aussi fallait le dire, il fallait que les autres l'entendent aussi. Pas élitiste, parce qu'ils l'étaient dans les textes. Il était inclusif dans les textes et il était ouvert à tous. Mais n'est pas comme ça qu'on fait que ça fonctionne, l'inclusion Il faut aller chercher, il faut les convaincre, il faut aller permettre à ces personnes d'y participer. Donc, ça a été vraiment ma ligne transversale dans tous les textes que j'ai pu travailler, et au sein de l'éducation, Erasmus, pour moi, c'est déjà un programme qui est qui existait quand j'étais à l'école. Donc j'aurais pu, mais je n'en avais jamais entendu parler. Je ne peux pas refaire l'histoire pour moi, mais je peux faire en sorte que l'histoire ne se reproduise pas pour les autres. C'est ce qui me porte du matin au soir.

Donc, permettre à ce qu'Erasmus, et je suis contente de voir en tout cas dans les résultats que ça commence à bien marcher, notamment dans les lycées professionnels, là où je vais régulièrement, dans les zones d'éducation prioritaire, mais aussi dans le rural. Je vois que ça prend. Entre le début de mon mandat ou j'allais dans les lycées – je n'ai jamais cessé d'aller dans les lycées ou dans les collèges - où la grande majorité n'avait jamais entendu parler d'Erasmus, où les enseignants disaient « Erasmus, ce n'est pas pour moi ». Aujourd'hui, la grande majorité est en train de faire des Erasmus. Il y en a qui sont même rodés en 5 ans, qui cherchent le label européen. Enfin voilà, on voit que ça prend. Est-ce que c'est suffisant ? Je dirai non. On essaie encore de pousser, on râle en disant que ce n'est pas suffisant. La demande est énorme. Mais c'est à nous de répondre correctement à cette demande justement.

Question 2

Pourquoi avez-vous choisi de postuler pour un mandat européen ?

Alors, pourquoi un mandat européen ? Déjà parce qu'il s'est un peu imposé à moi, mais pas que. Le niveau européen permet des changements. Je crois en l'Europe. Donc quand on parle de l'Europe de l'éducation ou de l'espace européen de l'éducation qu'on est en train de construire, c'est justement cette idée de dire : On est 27 pays. On ne peut pas se permettre que certains soient à certains niveaux et d'autres à d'autres niveaux. Il va falloir qu'on pousse tous ensemble et qu'on tire tout le monde vers le haut. Et en éducation, c'est encore plus flagrant.

Et puis il y avait cette histoire qui me tient à cœur, d'identité européenne. Qu'est-ce que c'est qu'être Européen ? C'est la première question que je pose aux élèves. C'est quoi être Européen ? Est-ce ce que vous sentez Européen ? Quand je pose cette question, en général même les adultes on les voit en train de réfléchir. La réponse n'est vraiment pas facile. Et du coup, ça pose question. Pourquoi ce n'est pas facile ? Parce que je crois qu'on ne l'a pas vraiment construite. On a construit l'Europe économique, on a construit alors l'Europe des affaires. On a construit plein d'Europes, l'Europe des droits humains, etc. mais pas l'identité européenne.

À travers les outils européens, on peut construire et là vous en êtes la preuve. Vous êtes un groupe avec 3 autres pays européens. C'était aussi ça l'idée, de se dire Erasmus, ok pour les élèves, mais aussi pour les staffs, quels qu'ils soient. Et c'était aussi un de nos combats, parce qu'il ne faut pas qu'il y ait de décalage entre ce que vivent les élèves et ce que vivent les enseignants. Il faut aussi qu'eux aient cette expérience de l'Europe et de l'identité européenne, pour qu'ils puissent la construire ensemble, justement à l'école.

Et puis l'écologie, parce que je pense que pour l'écologie, la bonne échelle, c'est l'Europe. La meilleure échelle se serait celle du monde. Là, c'est en dehors de mes compétences.

Et puis, j'aime bien le challenge. Les trucs que je ne connais pas trop où je sais que je vais ramer un peu au début. J'aime beaucoup ça. C'est une vraie échelle, c'est une échelle intéressante.

Ayant deux cultures, j'adore les cultures d'autres pays. J'aime entendre, j'aime observer, j'aime écouter. Et je trouve que c'est enrichissant. Je pense que ce n'est pas vous que je vais dire le contraire. Vous en faites l'expérience là, en réel. Et ça, je crois que c'est important, que tous les Européens puissent en faire l'expérience.

Question 3

Sur le plan de l'éducation, quels sont les dossiers européens prioritaires ?

On n'a pas de compétence. Il y a beaucoup de compétences qui sont régaliennes qui sont aux États. Alors le gros dossier, c'est Erasmus. On a voté à nouveau un soutien aux programmes financier. On a demandé à ce qu'il y ait plus d'argent, plus d'inclusion. On a réaffirmé nos orientations, notamment l'éducation aux médias, comme étant une priorité : travailler sur les fake news, etc. On a voté ça hier.

Et donc après, on a cet espace européen de l'éducation qui nous occupe et qui, notamment, avec les universités européennes, on va essayer de développer une espèce de réseau d'universités européennes avec l'Europe élargie, donc tous les pays participants à Erasmus.

Et puis faire en sorte qu'Erasmus devienne la norme dans un cursus. Moi, c'est vrai qu'au niveau français, par exemple, je plaide beaucoup pour que tous les gamins d'une classe d'âge - on se dit tous les élèves de quatrième ou de terminale, de première, peu importe - font un Erasmus. Voilà, comme ça, on est sûr que tout le monde y passe. Nous, on milite beaucoup pour ça, pour que ce soit une espèce de rite de passage qu'on n'a plus. Le bac qui, en tout cas en France, n'a plus la même forme. L'armée qui n'existe plus depuis très longtemps. Du coup, ce rite de passage, il manque. Alors pourquoi pas Erasmus ? Ce serait génial comme rite de passage. Les gamins vont découvrir une autre culture.

Et donc, c'est vraiment cet espace européen sur lequel on essaie de construire, sans avoir vraiment de compétence là-dessus, mais finalement de forcer un peu, de donner des idées et dire : ce serait bien de travailler ensemble sur la recherche dans divers domaines, plutôt que chacun de son côté. Et construire réellement cette idée d'Europe, en dehors d'eux on s'échange du business. Ça fonctionne. On ne s'est pas tapé dessus, c'est que ça marche bien. Maintenant, je pense qu'il faut passer à autre chose.

Question 4

Quels arguments faut-il mettre en avant pour que les jeunes se sentent plus Européens ?

J'ai un argument que j'utilise souvent pour les jeunes. C'est qu'au moment du Brexit, parce que nous, on l'a vécu assez violemment, le Brexit. Au moment du Brexit, quand on regarde les votants. Pardon pour nous. Ce sont de vieux cons qui ont voté. C'est vrai que ce sont les personnes âgées qui ont voté, sauf qu'elles ne subissent pas aujourd'hui les conséquences du Brexit et qui va les subir très vite ? Ce sont les mêmes que vous avez dans votre classe, dans vos classes. Donc, ne pas participer à l'Europe, c'est subir les conséquences de ce qui y participe, en tout cas au vote, et qui vont amener au pouvoir des personnes qui vont voter des choses qu'ils vont subir, eux.

Je dis toujours : le Brexit, c'est le bon exemple pour comprendre que vous devez aller voter. Et puis, l'Europe y en a partout, contrairement à ce qu'on croit. Il y a beaucoup de choses positives, bien plus que des choses négatives, même si on entend « C'est la faute à l'Europe. C'est la faute à l'Europe. » Ça, c'est une manipulation politique. C'est toute la politique que je déteste. Il y a un nombre de projets incroyables qui sont dus à l'Europe. Il y a le fait qu'on ait bien réussi de ne pas se faire la guerre aussi. Tout ça, c'est grâce à l'Europe, et c'est encore plus une raison pour que les jeunes s'y intéressent. L'Europe, ils en ont partout, même dans leur assiette avec la PAC. on mange des petits pois européens. C'est vrai.

Question 5

Comment s'organise votre emploi du temps ?

Je n'ai pas un emploi du temps fixe. C'est parfois très fatigant cognitivement. Par exemple, là, je parle de peu de choses que j'adore, mais qui sont très orientées éducation. Juste avant, j'étais sur le conflit israélo-palestinien. Donc voilà, on passe d'un thème à l'autre. C'est très, très riche. C'est fait de réunions officielles déjà ; toutes les réunions de commission. Je fais partie de la commission culte dans culture, éducation, commission affaires étrangères et Droits humains. Lais je suis aussi dans des délégations : Union pour la méditerranée, par exemple, ou la délégation Palestine.

Donc, on a toutes ces réunions officielles et à côté de ça, il y a tout le reste, qui est un peu officieux, de rendez-vous, mais aussi comme vous rencontrez. J'ai aussi plein de rencontres comme ça, de petites interviews aussi pour des étudiants.

Et puis les allers-retours avec, parfois, dans la semaine, un autre rendez-vous sur Paris, donc on est obligé de revenir et de repartir dans la semaine. On ne chôme pas. Y a que le vendredi que moi, je garde pour les établissements scolaires. Je continue mon tour des lycées. À l'occasion de cette formalisation de ce tour de France, puisque je vais tout le temps dans les établissements scolaires. C'est que je les ai mis en atelier et ils ont travaillé sur des propositions sur l'Europe de demain. Donc, lycée pro et zones rurales. Et donc ces propositions ont été remises au Président de la République lundi.

Question 6

En tant que membre de la sous-commission Droits de l'homme et de la délégation pour les relations avec la Palestine, quel est votre avis sur la situation sanitaire sur la bande de Gaza ?

J'étais à l'initiative justement de la résolution pour mon groupe, la résolution qui va être votée demain matin. Cette résolution, dans son titre, demander un cessez-le-feu, s'inquiète et demande des aides pour Gaza et la situation humanitaire qui est dramatique. On est à la limite de la famine.

Après, il y a plein d'autres choses qui sont rajoutées dans cette résolution et puis la peur que l'on a que ça s'étend aux pays voisins. Même carrément un peu plus loin encore.

On voit bien que c'est très tendu. C'est une cause ou c'est qui a toujours été assez forte, mais pas prise en main. Donc là, j'espère que ça va être entendu et qu'on va régler une fois pour toutes...

Je ne pense pas que l'Union européenne puisse tout régler, mais sa voix est attendue, en tout cas. Vu les pressions que l'on peut avoir, je me dis que ça a quand même un peu d'impact.

On pourra au moins dire qu'on n'a pas été silencieux. On a déjà dit des choses. Il y a des députés qui sont très partie prenante dans cette question.

Moi, j'y suis allé deux fois avant ça. Là, je reviens de Jordanie et c'est ce que j'expliquais. L'enjeu est pour la sécurité globale. Mais il est aussi, pour nous, être capable de continuer à parler de Droits humains. En Jordanie, par exemple, la première chose qu'on nous disait : « Ne venez plus nous parler de Droits humains ! La manière dont vous gérez les Droits humains à côté.... On ne veut plus vous entendre ».

On perd énormément parce qu'on est les derniers à parler de Droits humains dans le monde. Et si on n'est plus crédibles, c'est terminé. C'est tous ensemble qu'on m'a perdu. Donc, on ne pourra plus parler d'égalité hommes-femmes, de LGBT, etc. Terminé.

Question 7

Avez-vous un message à passer aux globe-reporters et globe-reportrices ?

Alors, moi, je vais reprendre une discussion lorsque j'ai fait le final de mon tour de France. Il y a une gamine qui est venue me voir et qui m'a dit : « Madame, on est inquiets. On est inquiets par rapport aux futurs dirigeants, ceux qui vont nous diriger ».

Et je lui ai dit : « Pourquoi ce serait les autres qui vous dirigeront. Pourquoi vous parlez d'autres personnes ? Pourquoi les dirigeants ne seraient pas dans cette salle ? Pourquoi ce ne serait pas vous ? »

Elle m'a dit : « Ce n'est pas possible ».

Si c'est possible. Moi, je dis aux jeunes investissez-vous, prenez une cause à défendre. Faire de la politique, ce n'est pas juste défendre une fonction ou son poste, c'est défendre quelque chose. Et moi, c'est ce que j'ai défendu depuis que je suis gamine dans mon association d'aide aux devoirs jusqu'à ici, c'est que je défends cette idée d'inclusion et ne pas laisser des gens sur le bord de la route. Donc, c'est ça qui me porte tous les matins et c'est ça cette passion qui transparait.

Investissez-vous. Il n'y a pas de raison. Ne laissez pas aux autres, le fait d'être les futurs leaders européens. Faites ce qu'il faut pour être ces nouveaux décideurs. Il n'y a pas de raison. Encore plus quand c'est une femme qui le dit.